



FICHE PAYS – FEVRIER 2021



Nigéria



Points essentiels :

- Fort de son immense marché de plus de 200 millions d'habitants, le Nigéria est la première économie du continent africain (2019), devant l'Afrique du Sud et l'Égypte ;
- Encore peu diversifiée, son économie est fortement dépendante des revenus de son industrie pétrolière et par conséquent vulnérable aux chocs externes ;
- Le Nigéria est le 9^{ème} partenaire commercial de la Suisse en Afrique, avec un volume total d'échange de CHF 500 millions en 2020, et son premier fournisseur de pétrole brut ;
- Plus de 50 entreprises suisses sont présentes au Nigéria, principalement à Lagos. Le Consulat général qui s'y trouve se concentre principalement sur les questions économiques et fait office de Trade Point pour Switzerland Global Enterprise ;
- Depuis quelques années, le Nigéria adopte une politique commerciale plus protectionniste.

1. Informations sur le pays¹

1.1 Informations générales

	Nigéria	Suisse
Surface (km ²)	923'773 (22x CH)	41'290
Monnaie	Naira (NGN)	Franc suisse (CHF)
Taux de change (au 03.02.21)	422.2 NGN →	1 CHF
Population	201 Mio. (+2.6%)	8.5 Mio. (+0.8%)
Nombre de suisses au Nigeria	2'660 (2019)	--
Nombre de nigériens en Suisse	--	222 (2019)

1.2 Rankings²

	Nigéria	Suisse
Global Competitiveness (2019)	116/141 (-1)	5/141 (-1)
Index of Economic Freedom (2020)	116/180 (-5)	5/180 (-1)
Corruption Perception Index (2020)	149/180 (-3)	4/180 (-1)
Human Development Index (2020)	161/189 (-3)	2/189 (+0)
Global Innovation Index (2019)	117/129 (-3)	1/129 (+0)

1.3 Composition du gouvernement

Président	Muhammadu BUHARI (depuis 05.2015)
Vice-Président	Yemi OSINBAJO (depuis 05.2015)
Ministre de l'Industrie, du commerce et des investissements	Richard ADENIYI ADEBAYO (depuis 08.2019)
Ministre des Affaires étrangères	Geoffrey ONYEAMA (depuis 11.2015)
Ministre des Finances, du budget et de la planification	Zainab AHMED (depuis 08.2019)
Ministre du Travail et de l'emploi	Chris NGIGE (depuis 11.2019)
Gouverneur de la Banque centrale	Godwin EMEFIELE (depuis 06.2014)
Prochaines élections présidentielles	2023

¹ World Bank Data

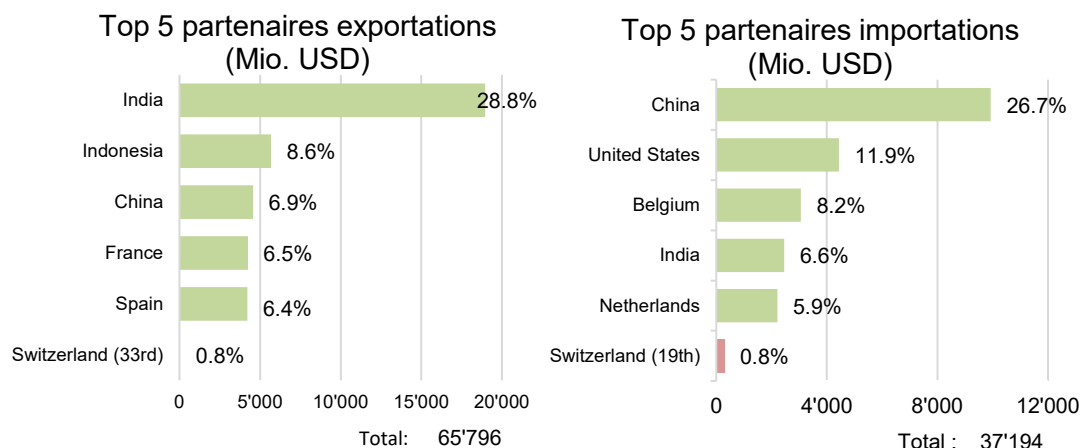
² Interprétation: position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente)

2. Statistiques économiques

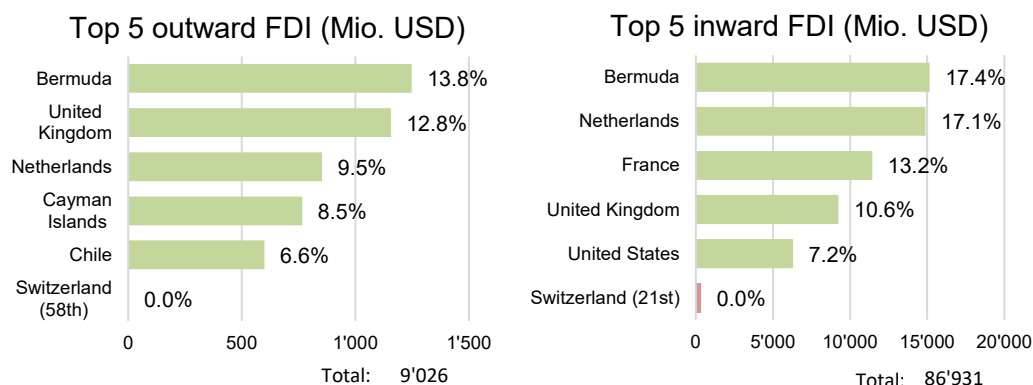
Indicateurs macroéconomiques³

Nigéria				
	2018	2019	2020	2021
Croissance du PIB (%)	1.9	2.2	-4.3	1.7
PIB (USD Mrd.)	398	448	443	467
PIB/habitant (USD)	2'033	2'230	2'149	2'209
Inflation (%)	12.1	11.4	12.9	12.7
Chômage (%)	22.6	n.a	n.a	n.a
Solde budgétaire (% du BIP)	-4.3	-4.8	-6.7	-5.0
Dette publique (% du BIP)	27.7	29.1	35.0	35.5
Compte courant (% du BIP)	1.0	-3.8	-3.7	-2.0

Commerce extérieur nigérien 2019⁴



Investissements directs étrangers (IDE) 2019⁵



³ [IMF World Economic Outlook Data Base, October 2020](#). Cellules ombragées sont des estimations/projections.

⁴ [Direction of trade statistics \(DOTS\)](#), April 2020. Il faut noter que les statistiques du FMI (données fournies par le Nigéria) et celles de la Suisse quant au commerce entre les deux pays peuvent différer énormément. L'Administration fédérale des douanes en Suisse prend en compte tout ce qui entre et sort physiquement du pays. La manière dont le Nigéria récolte ses données peut être très différente. Il est possible que les douanes nigérianes aient enregistré le pays de facturation au lieu du pays d'origine.

⁵ [Coordinated Direct Investment Survey \(CDIS\)](#), January 2021

3. Situation économique⁶

3.1 Structure de l'économie (top 3, % du PIB)⁷

Fort de son immense **marché de plus de 200 millions d'habitants**, le Nigéria est la **première économie du continent africain** (2019), devant l'Afrique du Sud et l'Égypte. Encore peu diversifiée, son économie est fortement **dépendante des revenus** qu'elle tire **de son industrie pétrolière**, et par conséquent très vulnérable aux chocs externes. En effet, le secteur pétrolier représente 90% de ses revenus d'exportation (et donc ces recettes en devises étrangères), 70% du budget de l'État et 9% du PIB. Les **capacités de raffinage** du pays sont néanmoins **quasi inexistantes** et le Nigéria importe donc presque la totalité de ses besoins énergétiques. L'ancienne capitale **Lagos**, mégalopole de plus de 20 millions d'habitants, est le centre économique du pays. A elle seule, la ville est la 5^e économie du continent et représente 1/3 du PIB du pays.

L'agriculture représentent 21.9% du PIB et se concentre sur la production de patates douces, haricots, manioc, millet, sorgho et arachides. Le secteur industriel représente 27,4 % du PIB. L'industrie manufacturière est concentrée autour de Lagos et produit principalement des textiles, des boissons, des cigarettes et du ciment. Enfin, le secteur des services représente près de la moitié du PIB. Les secteurs des banques, des télécommunications et des biens de consommation en sont les moteurs.

Rang	Secteurs	2017	2018	2019
1	Services	55.8	52.0	49.7
2	Industrie	22.3	25.7	27.4
3	Agriculture	20.8	21.2	21.9

3.2 Politique économique

Information générale

La **chute des prix du pétrole** à la fin de l'année 2014 a sérieusement impacté l'économie nigériane : baisse des réserves de devises étrangères, ralentissement puis récession économique en 2016, détérioration de l'équilibre budgétaire du pays, etc. Ces conséquences ont poussé le gouvernement à **interdire les importations de 45 produits** et de mettre un **plan de diversification de l'économie** (Economic Recovery and Growth Plan 2017-2020 - NERGP), avec pour objectifs clés la mobilisation de revenus (l'assiette fiscale du Nigéria est l'une des plus basses d'Afrique, avec un ratio taxe/PIB de 6.3% en 2018, contre une moyenne continentale de 16.5% et de 34.3% pour les pays de l'OCDE), les réformes du secteur de l'énergie et l'intensification des efforts anti-corruption. Force est de constater que ce programme n'a produit que peu de résultats jusqu'à aujourd'hui. Un nouveau plan de développement économique pour faire suite au NERGP devait voir le jour en mars 2020 mais n'a pas encore été dévoilé.

Politique budgétaire/fiscale

Conscient de ses déficits en matière de prélèvement de recettes fiscales, le Président Buhari a signé début novembre 2019 une loi qui modifie le « Deep Offshore and Inland Basin Production Sharing Contract Act » en faveur du gouvernement et qui devrait rapporter USD 1.5 milliards dans les caisses de l'État (mais qui selon l'industrie du pétrole risque de diminuer les investissements privés). Dans le cadre de nouvelle loi sur les finances (Finance Act), entrée en vigueur début 2020 augmentation de la TVA de 5% à 7.5% a été également introduite.

Frappée de plein fouet par la crise de Covid-19 (chute des revenus du pétrole), le gouvernement a reçu pour près de **USD 6.9 milliards de prêts, dont** une aide d'urgence de

⁶ Rapport économique de l'Ambassade suisse à Abuja

⁷ World Bank data indicator

USD 3.4 milliards de la part du FMI. Cette aide est assortie de **conditionnalités** fortes qui ont provoqué la mise en œuvre de réformes longtemps repoussées. Ainsi le gouvernement a supprimé les subventions sur le prix du carburant à la pompe, mesure qui coûtait USD 2 milliards par an à l'Etat.

Politique monétaire

En provoquant une chute des exportations de pétrole, la **pandémie** a eu un lourd **impact sur les réserves de change** (44,9 milliard USD au 31 juillet 2019 ; 38,1 fin décembre 2019; 34,4 début avril 2020 ; 35.4 fin novembre 2020, soit une perte de 9,7 milliards). Ceci a mené la Banque centrale du Nigéria (BCN) à **dévaluer le Naïra**: de 306 NGN/USD à 379 NGN/USD, soit 19,25% en l'espace de six mois. La BCN a également décidé d'assouplir sa politique monétaire pour soutenir l'économie face à la crise, en **réduisant le taux directeur** principal de 200 pdb pour le fixer à **11.5%**. L'objectif de maintenir une inflation entre 6% et 9% semble difficilement atteignable. Selon le FMI l'inflation en 2020 était de 12.9% en 2020. Il est à anticiper que, compte tenu des circonstances (dévaluation de la monnaie, augmentation du prix du carburant suite à l'annonce de la fin des subventions, assouplissement du taux d'intérêt directeur) l'inflation restera élevée en 2021.

Politique économique extérieure

Au cours des dernières années, le Nigéria est devenu un pays relativement **protectionniste**. Un Presidential Executive Order a par exemple été émis en ordonnant que toutes les entités publiques qui lancent des **appels d'offres donnent la préférence à des entreprises locales lors de l'attribution des contrats**. Cet Order interdit également le Ministère de l'Intérieur d'octroyer des **visas à des travailleurs étrangers** lorsque les compétences recherchées sont disponibles sur le marché du travail domestique. Par ailleurs, l'interdiction d'importations de 45 produits mentionné ci-dessus s'explique par la volonté d'encourager d'une part la production locale et d'autre part de préserver les réserves en devises étrangères. C'est également dans ce contexte que le Nigéria a mis beaucoup de temps à se rallier l'African Continental Free Trade Area (AfCFTA), zone de libre-échange entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021. De la même façon, le Nigéria se bat au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour contrer toute tentative d'adhésion à l'Economic Partnership Agreement (EPA), que l'UE essaie de mettre en place avec les Etats-membres de cette organisation régionale. Bien que cette dernière soit son partenaire commercial le plus important, le Nigéria n'est pas prêt à accepter des concessions supplémentaires, telle que l'ouverture des frontières à de nombreux produits européens.

3.3 Conjoncture économique

Doublement frappée par la chute des prix du pétrole et le ralentissement de l'économie mondiale, l'économie nigériane a dû également faire face aux conséquences des mesures déployées pour endiguer la pandémie. On constate une contraction de presque tous les secteurs : -6.6% pour le secteur pétrolier (suite à la chute des prix du pétrole et aux limites de production imposées par l'OPEP+) et -6% pour les secteurs non-pétroliers. Le Nigéria est entré en **récession en 2020**, que le FMI estime se situer à **-4.3%**. Ce ralentissement économique présente des **défis économiques et sociaux majeurs** pour le gouvernement nigérian. Le **chômage** qui se situe à plus de 20% devrait continuer à monter, en particulier pour la catégorie des 15-35 ans. La Banque mondiale s'attend à un accroissement dramatique du niveau de **pauvreté**. Dans un contexte de chute des recettes et d'augmentation des dépenses, le FMI anticipe un **déficit budgétaire** de 6.7% du PIB pour l'année 2020, contre les 4.7% initialement annoncés. Le FMI anticipe une **augmentation de la dette publique**. Elle devrait atteindre 35% du PIB en 2020 (29,1% en 2019). Bien qu'un tel niveau de dette soit encore relativement soutenable, le **service de la dette** est source d'inquiétude. En effet, il **absorbe près de 60% des dépenses budgétaires** et grève la marge de manœuvre du gouvernement à financer certains projets importants.

4. Relations économiques bilatérales

4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
Accord sur le transport aérien	En vigueur	01.04.2003
Accord de protection des investissements (API)	En vigueur	01.04.2003
Joint Declaration on Economic Cooperation between EFTA and Nigeria	Signé	12.12.2017

Commentaire :

<i>Joint Declaration on Economic Cooperation</i>	Avec les accords de libre-échange, les déclarations de coopération sont le deuxième instrument utilisé par les États de l'Association européenne de libre-échange (EFTA dans son acronyme en anglais) pour approfondir les relations économiques et commerciales avec les pays tiers. La déclaration établit un dialogue institutionnalisé par le biais d'un comité mixte. Les déclarations de coopération peuvent, mais ne doivent pas nécessairement, représenter un premier pas vers un accord de libre-échange.
--	---

4.2 Présence institutionnelle

Au Nigéria:

- [Trade Point Nigeria](#)
- [Swiss Nigerian Business Council \(SNBC\)](#)

En Suisse:

- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)
- [Swisscham-Africa](#)
- [Swiss-African Business Circle \(SABC\)](#)

4.3 Commerce bilatéral des marchandises (perspective suisse)⁸

500 Mio.
Commerce (CHF),
Total 2

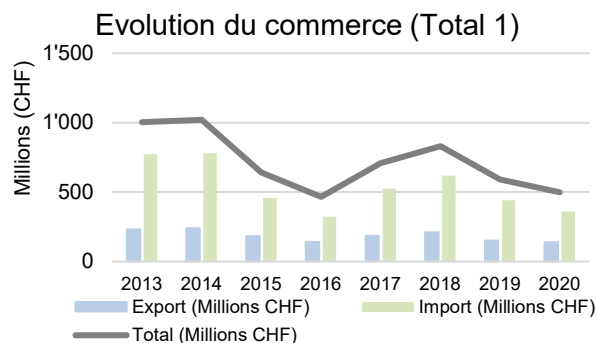
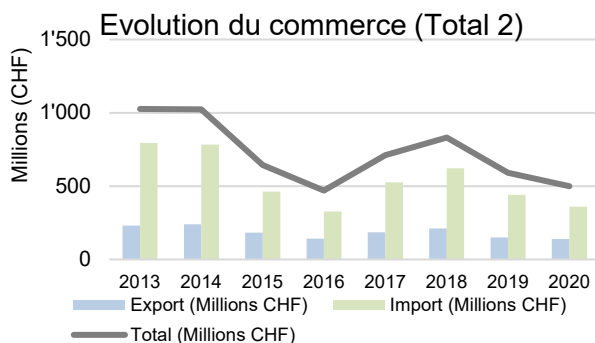


0.1%
Part Mondiale,
Total 2



Nr.71
Partenaire commercial,
Total 2

Evolution du commerce bilatéral

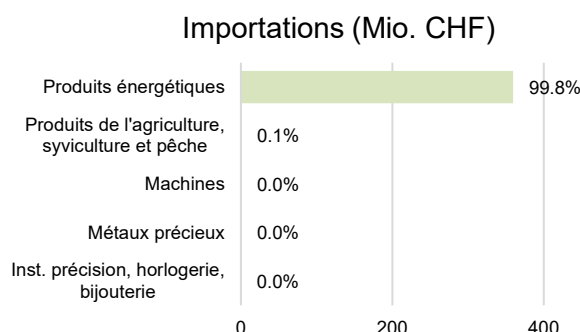
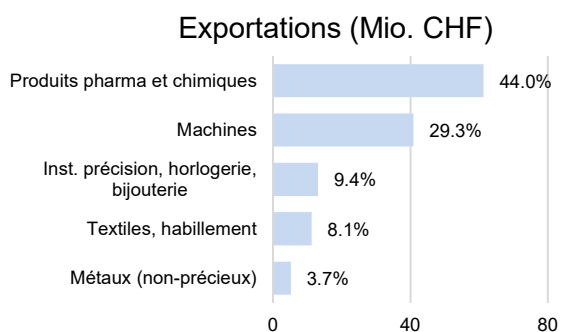


	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Volume total (Mio. CHF)	Variation (%)
2016	142	-22.4	328	-29.0	-187	470	-27.1
2017	185	30.6	526	60.3	-341	711	51.4
2018	211	13.8	622	18.1	-411	832	17.0
2019	150	-28.7	441	-29.1	-291	591	-29.0
2020*	139	-7.2	360	-18.3	-221	500	-15.5
(Total 1)**	139	-7.2	360	-18.3	-221	499	-15.5

*) Chiffres provisoires

**) Total conjoncturel (Total 1): à l'exclusion de l'or en lingot et autres métaux précieux, des pièces de monnaie, des pierres précieuses et semi-précieuses, des objets d'art et des antiquités

Composition du commerce bilatéral (2020, Total 2)



Commentaires

Le Nigéria est le 9^{ème} partenaire commercial de la Suisse en Afrique, avec un volume d'échange qui a atteint CHF 500 millions en 2020. Le Nigéria a toujours été l'un des principaux fournisseurs de pétrole brut de la Suisse et en est d'ailleurs le premier depuis 2015. En 2020, l'or noir nigérian a représenté 40.1% des importations totales de pétrole brut en Suisse (en augmentation par rapport à 2019, où le pétrole brut nigérian représentait 33.7%).

⁸ Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#). Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces.

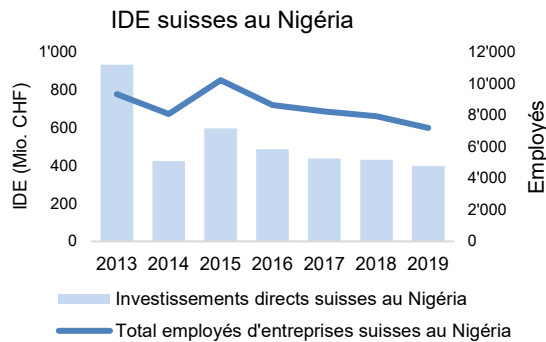
4.4 Commerce bilatéral des services (perspective suisse)⁹

Evolution du commerce bilatéral des services (Mio. CHF)

Les données sur le commerce ne sont pas disponibles.

4.5 Investissements directs (perspective suisse)¹⁰

Investissements directs étrangers (IDE) (Mio. CHF)



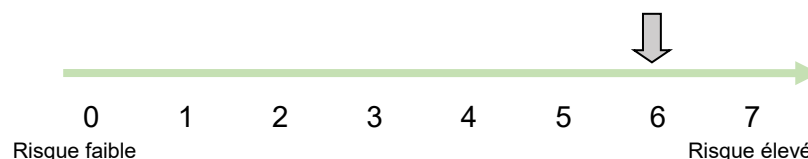
Commentaires

D'après les données de la Banque nationale suisse (BNS), le stock des investissements suisses au Nigéria a atteint CHF 399.5 millions à la fin 2019 (contre CHF 431 millions fin 2018). Les entreprises suisses étaient responsables de la création de 7'200 postes au Nigéria à la fin 2019 (ce chiffre serait en réalité de 10'000 selon les estimations du Consulat général suisse à Lagos).

La présence économique suisse au Nigéria est importante. En 2016, la Suisse a ouvert un Consulat général à Lagos, qui se concentre sur les questions économiques et joue le rôle de Trade Point pour S-GE. En 2017, un Swiss-Nigerian Business Council a été fondé. Selon le Consulat général à Lagos, une cinquantaine d'entreprises suisses y sont enregistrées et sont actives dans de nombreux secteurs (pharmas, agriculture, alimentaire, finance, transport, énergie). Ce nombre est beaucoup plus élevé que pour d'autres pays d'importance économique similaire tels que l'Espagne (17), l'Autriche (15) ou le Danemark (10).

Alors qu'entre fin 2015 et fin 2018, plus d'une dizaine d'entreprises suisses se sont installées à Lagos, l'engouement des investisseurs suisses s'est affaibli depuis 2019.

4.6 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)¹¹



Les garanties de crédit à court, moyen et long terme de la SERV sont disponibles.

⁹ [Banque Nationale Suisse](#)

¹⁰ Banque Nationale Suisse, [Bundesamt für Statistik](#)

¹¹ [SERV](#)

4.7 Dernières visites (depuis 2010, liste non-exhaustive)

2018 (21.-25.3)	Wirtschaftsmission von Bundesrat Johann N. Schneider-Ammann mit gemischter Delegation nach Nigeria und Côte d'Ivoire
2017 (Dez.)	Unterzeichnung der Joint Declaration on Economic Cooperation zwischen der EFTA und Nigeria am 12.12.2017 am Rande der WTO-Ministerkonferenz
2017 (April)	Rencontre bilatérale entre le conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann et le Ministre nigérian de l'Industrie, du commerce et des investissements Okechukwu Enelamah à Berne
2016 (März)	Reise von BR Didier Burkhalter nach Abuja und Lagos, Eröffnung des Schweizerischen Generalkonsulats in Lagos
2014 (Mai)	Wirtschaftsmission von StS M.-G. Ineichen-Fleisch nach Nigeria (Abuja, Lagos) und Ghana mit Beteiligung des Privatsektors